

# REPTA & AREPTA, une charte commune : “Comment agir ensemble ?”

## **Le REPTA : un réseau au service de l'éducation pour tous**

*L'association – Réseau Éducation Pour Tous en Afrique (REPTA) – a pour objet de rassembler les personnes morales (entreprises, collectivités territoriales, associations et institutions) pour favoriser et promouvoir entre elles des échanges, des compréhensions partagées, des liens de partenariats et des synergies d'actions visant au développement de l'éducation pour tous en Afrique.*

## **Un constat**

Parmi les objectifs de développement, adoptés dans plusieurs conférences internationales et dans la déclaration du Millénaire de septembre 2000, figure comme l'une des priorités: « Atteindre d'ici 2015 l'éducation universelle et éliminer les disparités entre les sexes dans l'accès à l'éducation primaire », priorité qui certes être, avant tout, doit être celle des pays concernés. Mais cet objectif n'a de chances d'être atteint que par une mobilisation financière de tous les bailleurs de fonds publics et privés. Outre le financement, cela suppose aussi, une réflexion sans tabou et des idées nouvelles pour élaborer des stratégies audacieuses.

## **Ce que nous voulons ensemble pour l'éducation**

- priorité à l'éducation pour tous :
- des pistes pour l'action

### ■ **Priorité à l'Afrique subsaharienne :**

C'est là que la situation scolaire est la plus dramatique. Le taux de scolarisation brut y est bien inférieur à 40% dans la majorité des pays, et n'atteint les 70% qu'au Sénégal qui fait exception. Mais encore faut-il diviser par deux ces pourcentages pour obtenir celui des élèves qui arrivent au CM2, qui marque la fin de la scolarité primaire.

### ■ **Priorité aux exclus de l'école :**

- **Les ruraux :** parce que les villages sont trop isolés et trop éloignés pour pouvoir regrouper les enfants dans une école.
- **Tous les enfants, en particulier les femmes, qui travaillent :** certains enfants scolarisés quittent prématurément l'école sans avoir appris à lire, pour des raisons diverses (travailler, garder les enfants les plus jeunes de la famille), d'autres n'ont jamais été à l'école et travaillent pour vivre et survivre.  
**Des adultes qui n'ont pu pendant leur enfance fréquenter l'école ont besoin d'accéder à la lecture et l'écriture.** L'école devrait pouvoir leur apporter son aide.
- **Les filles,** qui pour des raisons culturelles sont le sous-groupe le plus important des « enfants qui travaillent ».
- Enfin, **les enfants des rues :** catégorie qui se développe dans les grandes villes d'Afrique, comme dans le reste du monde, **veulent apprendre à lire et écrire.**

## Développer des stratégies pour répondre à ces priorités

### ■ Réduire les distances entre l'école et les familles :

**Distances physiques :** dans certains villages les enfants ne vont pas à l'école parce qu'ils ne sont pas assez nombreux et que l'école est trop loin. C'est toujours la théorie du tout ou rien. Et pourtant mieux vaut deux jours d'école par semaine que pas d'école du tout.

**Distances culturelles :** la réussite en français des enfants qui ont appris à écrire et lire dans leur langue maternelle est supérieure à celle de ceux qui ont dû, dès leur entrée à l'école, apprendre à lire et écrire le français. Il ne s'agit pas de supprimer le français bien au contraire, mais de commencer par l'apprentissage de l'écriture et de la lecture dans la langue maternelle.

### ■ Rechercher des formules flexibles qui s'adaptent à ces différents milieux.

Pour les jeunes qui travaillent ou pour les enfants des rues, il faut inventer des systèmes flexibles. Soit en dehors des heures de travail, soit pour les enfants des rues à des heures très variées. Il serait nécessaire de mettre en place des petites unités pédagogiques adaptées à ces besoins spécifiques, pour qu'ils puissent accéder à l'éducation pour tous et avoir les moyens d'agir pour bénéficier de meilleures conditions de travail, d'hygiène et de sécurité.

Pour les filles, afin qu'elles puissent se libérer de certaines tâches comme la garde des enfants, imaginer des garderies d'enfants dont elles auraient la charge à tour de rôle, ce qui les libérerait à d'autres moments pour aller en classe.

### ■ Trouver des formules qui tiennent compte des coûts et des ressources.

D'ici 2015 les classes des grandes villes continueront à avoisiner ou dépasser les 100 élèves. Construire, dans les villes, quelques écoles avec des classes d'une superficie permettant d'accueillir 100 élèves. Si une classe de 100 en CP paraît une folie, une classe de cent avec 25 grands, 25 petits et 50 moyens, que l'on diviserait en cinq groupes de vingt comprenant 5 grands, 10 moyens et 5 petits peut permettre un travail où l'instituteur s'appuie sur les grands pour travailler avec les petits. C'est ce qu'au XIX<sup>e</sup> siècle on a appelé l'enseignement mutuel.

Construire pour les instituteurs, qui seront encore « mal » payés pendant des années, des logements spacieux, avec du solaire. Si le salaire ne pourra, d'ici des années, être attractif, le logement lui peut attirer des « chômeurs diplômés » dans les campagnes.

Les enseignants sont en général réduits au rôle « d'exécutant » pédagogique. Il serait important qu'ils s'organisent en mouvements pédagogiques pour inventer l'école qui convient au milieu socio-culturel dans lequel elle est implantée. Ce qui suppose aussi un soutien, car faire vivre un mouvement avec un bulletin de liaison, des réunions pose des problèmes très difficiles à surmonter sans aide.

### ■ Expérimenter des formules dont les réussites pourront faire tache d'huile et être ensuite généralisées.

Permettre d'expérimenter, entre autres, les pistes envisagées plus haut dans certains lieux qui n'ont pas besoin d'être très nombreux, mais doivent être choisis judicieusement en accord avec les autorités des pays concernés, telle est la mission que s'assigne le réseau.

Si après évaluation les résultats s'avèrent positifs, les pouvoirs publics avec l'aide des grands bailleurs de fonds, bilatéraux, communautaires et multilatéraux pourront en envisager la généralisation.

## Comment souhaitons-nous agir ensemble ?

Pour apporter sa contribution au développement de l'éducation pour tous en Afrique, le réseau souhaite :

- Participer, dans le respect et en complémentarité des politiques publiques, au développement de l'éducation de base et de la formation professionnelle et technique.
- Favoriser la mise en réseau d'acteurs de natures diverses (organisations de solidarité internationales, entreprises, collectivités locales, institutions publiques et para-publiques...) intervenant ou souhaitant intervenir dans le champ éducatif.
- Organiser des débats entre membres et créer des liens avec d'autres réseaux existants pour l'éducation pour tous (en particulier les réseaux africains).
- Proposer des pistes de travail, en particulier pour des approches alternatives.
- Favoriser, faire connaître et valoriser des expériences concrètes.
- Contribuer à la mise en relation d'acteurs de natures diverses afin qu'ils conduisent ensemble des projets.
- Émettre des avis, des conseils, en réponse à des sollicitations.